Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 51

p.a.f. 0,60 € - avril 2015

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Combattre le système capitaliste radicalement injuste

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Isabelle Blume : une personnalité du Borinage qui n'appartient pas au PS

Personnalité montoise célèbre, mise à l'honneur dans une exposition de Mons 2015, Isabelle Blume a été réintégrée en catastrophe pas le PS… 64 ans après son exclusion. Née dans le Borinage en 1892, Isabelle Blume commence sa vie de militante socialiste active dès le lendemain de la guerre 14-18. Elle devient célèbre dans le Parti Ouvrier Belge pour ses interventions en faveur de l'égalité hommes-femmes et du droit de vote pour les femmes en particulier, en dépit de la réticence de la plupart des dirigeants (masculins) du POB. En 1936, elle est élue députée au Parlement ; la même année, elle se rend en Espagne pour organiser la solidarité avec les travailleurs qui y luttent armes à la main contre la dictature de Franco.

Comme beaucoup de travailleurs en Europe, Isabelle Blume voit la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie comme une libération. Son attachement à l'Union Soviétique va la conduire à s'opposer à son parti, devenu le Parti Socialiste Belge, à l'occasion de l'hystérie anti-soviétique de la guerre froide. En 1951, la guerre de Corée, à laquelle participe la Belgique aux côtés des Américains, précipite l'exclusion d'Isabelle Blume par le PSB.

Les dirigeants socialistes belges, profondément hostiles à la révolution russe de 1917, ont toujours été du côté des dirigeants du monde capitaliste, pro-OTAN, soutenant toutes leurs guerres pour la domination mondiale au mépris de « l'anti-militarisme » théorique des socialistes.

Isabelle Blume adhérera au Parti Communiste stalinien en 1964, et deviendra une de ses principaux dirigeants. Elle meurt en 1975.

En la réintégrant à titre posthume, les dirigeants du PS se sont bien gardés d'évoquer les opinions d'Isabelle Blume, et si elle était encore vivante, les mêmes l'excluraient sans hésiter pour justifier leur participation à toutes les interventions militaires menées dans l'intérêt des groupes capitalistes.



Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte

IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement VdT

(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Combattre le système capitaliste, un système radicalement injuste

« Lutter contre la radicalisation », c'est le leitmotiv des débats politiques et des préoccupations des ministres à tous les niveaux du pouvoir de ces dernières semaines.

Le ministre de la justice Koen Geens veut recruter des imams supplémentaires pour lutter contre la radicalisation des détenus en prison.

En Région wallonne, le ministre de l'économie et de l'enseignement supérieur, Marcourt, lance une formation pour les imams qui devraient enseigner un islam « moderne et modéré »…

En Région flamande, la ministre de l'enseignement, Hilde Crevits, veut mettre en place des « équipes volantes » de profs de religion islamique pour porter un autre discours religieux…

Des prêches, voilà tout ce que ces ministres comptent mobiliser face au désespoir d'une fraction de la jeunesse que la société capitaliste condamne au chômage massif ! A part de bonnes paroles, ils n'ont rien à offrir. De bonnes paroles, et, si ça ne suffit pas, les moyens de répression de l'État.

Sous prétexte d'ouverture aux cultures différentes, ces ministres poursuivent une vielle tradition en Belgique où les patrons se sont très longtemps appuyés sur la religion pour prêcher soumission et résignation aux exploités, avec l'aide de l'État. Des pauvres privés d'école et de culture, condamnés à une vie de labeur abrutissant et de longues périodes de chômage tout aussi abrutissantes, mais toujours surveillés, contrôlés et sermonnés par le curé, tel était le sort de nos arrière-arrière-grand-parents. Chaque usine, chaque coron était étroitement surveillé par le curé qui rendait compte directement au patron, si un de ses ouvriers avait osé aller à un meeting socialiste, un mouvement révolutionnaire à l'époque.

Dans leur combat contre l'exploitation, les travailleurs ont eu l'église contre eux. Ils ont eu à combattre l'influence de la religion, car pour se défendre contre l'oppression, on a besoin de comprendre, pas de croire. L'église a dû lâcher certains de ses bastions, comme son monopole sur la scolarité des enfants. Elle leur enseignait la résignation devant les exigences du patron et l'espoir en un supposé paradis dans l'au-delà plutôt qu'une vie meilleure ici-bas. Les travailleurs se sont libérés de cet « opium du peuple » que sont les religions grâce à la force de travailleurs organisés, solidaires, déterminés à sortir de leur condition de chair à profit pour les capitalistes.

Certes, à l'époque, l'église catholique avait le quasi-monopole du salut des âmes. C'était avant que les capitalistes ne fassent venir des travailleurs des anciennes colonies, pour les exploiter dans les usines et les mines d'ici. Les capitalistes doivent donc s'adapter, mais le coran et la torah font aussi bien l'affaire que la bible, et un imam ou un rabbin font aussi bien qu'un curé quand il s'agit d'encadrer les pauvres. Et de leur point de vue c'est même encore mieux, car en plus du contrôle, la promotion d'autres religions contribue à la division. Main dans la main avec le racisme et les discours de l'extrême-droite, la religion permet de séparer toute une fraction de la classe ouvrière du reste. C'est ce qui se passe quand, sous prétexte d'interdits religieux, on ne mange pas à la même table, quand sous prétexte de religion, on ne donne pas la main à une collègue femme, et si, sous prétexte d'être de telle ou telle origine, il faut forcément être croyant.

C'est cette division, le vrai danger pour les travailleurs. En termes de radicalisation, les futurs terroristes au nom de l'islam inquiètent un peu nos ministres. Mais ce ne sont pas ces terroristes qui empêcheront les capitalistes de faire des profits, dans l'armement notamment. Et ils ne menacent pas leur pouvoir, même s'ils peuvent perdre temporairement le contrôle de l'une ou l'autre région. Ce que les capitalistes craignent vraiment, c'est une explosion sociale. C'est que les travailleurs relèvent la tête et refusent de continuer à subir l'exploitation et les salaires de misère. Les luttes des travailleurs révoltés ont déjà fait trembler le pouvoir capitaliste plus d'une fois. Mais la division et l'ignorance sont deux armes que les dirigeants comptent bien utiliser de nouveau contre les travailleurs, pour tenter d'éviter qu'ils ne s'organisent collectivement afin de défendre leurs intérêts.

C'est pour cela qu'il faut qu'il y ait des hommes et des femmes qui renouent avec les idées du mouvement ouvrier et défendent la perspective révolutionnaire d'une société débarrassée du capitalisme où ceux qui produisent seront aussi ceux qui décident, la perspective d'une société communiste. Quand, dans les révoltes de demain, les travailleurs tourneront le dos à la résignation actuelle, il faut qu'ils trouvent des militants qui les aident à surmonter leurs différences pour défendre leurs intérêts communs.

Groupe Orpea : quand exploitation et maltraitance font la richesse des actionnaires

Dans les maisons de repos du groupe Orpea, plusieurs arrêts de travail ont eu lieu et une manifestation a été organisée devant le siège du groupe français à l'actionnariat international qui exploite actuellement quelque 50 établissements en Belgique.

Les travailleurs dénoncent leurs salaires insuffisants et leurs conditions de travail. Les travailleurs mobilisés dénoncent par exemple qu'ils n'ont que 7 minutes pour laver une personne. En sous-effectif chronique, le personnel soignant se trouve souvent avec une charge de travail double ou triple. Il est impossible de prendre trois semaines de congé en une fois, les heures supplémentaires ne sont pas payées…

Que le groupe présente une croissance de 18% de son chiffre d'affaires et se vante de ses excellents résultats auprès de ses actionnaires, a été la goutte qui a fait déborder le vase pour les employés payés au minimum et qui ne reçoivent ni primes, ni chèques repas.

L'action a reçu une certaine sympathie de la part de proches des résidents, eux aussi scandalisés par la gestion d'Orpea où le bien-être des anciens (qui payent pourtant parfois 3 000 euros et plus par mois) et du personnel soignant a bien moins d'importance que les profits des actionnaires.

Ils ont la main dans le sac à main de la vielle dame

Outre le manque de lits, beaucoup de maisons de repos ont besoin d'être rénovées. Salles de bains partagées par plusieurs personnes, chambres trop petites pour les utilisateurs d'une chaise roulante, bâtiments et sanitaires en mauvais état.

Mais les gouvernements régionaux, compétents en la matière, n'accordent pas les moyens nécessaires. Ainsi, le gouvernement flamand vient de signifier aux maisons de repos que les subsides promis pour les rénovations ne seront pas débloqués avant 2016, au plus tôt.

Entre le bien-être des personnes âgées et celui du portefeuille des banquiers, les gouvernements ont choisi… Et ils laissent la place au secteur privé qui n'attend que ça : pouvoir empocher les retraites (et souvent tous les biens) des vieux contre un service au rabais.

Delhaize : Leurs profits ? Ou nos salaires ?!

Au moment même où 2 500 emplois sont sur la sellette chez Delhaize, le groupe augmente les dividendes de ses actionnaires. Delhaize distribue ainsi quelque 160 millions d'euros, ou l'équivalent du salaire annuel de 4 000 travailleurs payés 40.000 euros bruts par an. L'argent pour maintenir l'emploi et les salaires existe.

Les grands sommets… et le petit personnel

Le sommet européen du jeudi 19 mars a failli être un fiasco, faute de sommeil et de petit déjeuner des participants. En effet, un tiers des 150 membres du personnel de l'hôtel 4 étoiles Amigo à Bruxelles, où descendent de nombreux chefs d'État, dont Angela Merkel, étaient en grève.

Travailler 11 heures pour le salaire de 8 heures, s'occuper de 175 chambres et de tous les caprices des VIP à 150…, voilà ce qui a fait s'accumuler la colère. Et en plus le fait que les chefs reçoivent la plus grosse partie du pourboire – 80.000 euros en 2014 – a mis le feu aux poudres.

Les grévistes ont au moins obtenu que les pourboires soient répartis équitablement à l'avenir… pour commencer.

Qui a le métier le plus pénible ?

Par rapport aux départs à la retraite à 67 ans, le gouvernement avait fait la concession de revoir la loi pour les « métiers pénibles ». Et voilà, les représentants syndicaux, patronaux et du gouvernement partis dans les discussions pour déterminer lesquels des métiers seront reconnus « pénibles ».

Le résultat de telles négociations, si un jour il y en a, ne peut qu'être injuste, et ajoutera à la division entre les travailleurs. Mais ce qui est de toute façon pénible, c'est de travailler deux ans de plus alors qu'il y a tant de chômeurs et que les entreprises font tant de profit. Alors contre la pénibilité des métiers, imposons la répartition du travail entre tous, sans perte de salaires !

Leur société

Les origines du 8 mars : une journée de lutte des travailleuses

Les bourgeois réduisent le problème de l'inégalité hommes-femmes à la parité. C'est vrai que malgré le nombre de bavardages sur le sujet, les hommes restent ultra-majoritaires dans les instances dirigeantes des partis, au Parlement, dans les organisations patronales.

Mais les femmes de la classe ouvrière subissent une oppression accrue : double journée de travail boulot-maison, bas-salaire, précarité accrue… Cette situation les place dans un état de dépendance économique qui est à la racine de toutes les violences, y compris morales, physiques et sexuelles. La lutte pour l'égalité, le respect des femmes est inséparable de la lutte pour supprimer le chômage et l'exploitation, c'est à dire de la lutte pour une société communiste.

C'est ce que proclamaient fièrement, depuis le 8 mars 1901, les ouvrières socialistes allemandes, derrière Klara Zetkin, la fondatrice du mouvement international pour le droit des femmes.



Les manifestations de femmes ouvrières qui se déroulent à Petrograd en 1917 amorcent la révolution russe.

Echos des entreprises

<u>Durobor - Soignies</u>

Ritournelle

Au mois de mars comme au mois de février, et lors de tous les mois précédents, les rumeurs n'ont pas manqué : « Y aura-t-il de quoi payer les salaires ? ». C'est dans ce climat agréable qu'au mois de mars comme au mois de février, nous avons dû courir pour faire notre travail, renoncer parfois aux pauses repas et rentrer crevés du boulot. Ce n'est plus une rumeur, c'est une méthode de gestion !

Plus que quelques lettres en commun…

Parmi les repreneurs intéressés par Durobor figure le groupe Duralex. En 2005, cette entreprise du Loiret (France) avait été rachetée par un « repreneur » turc. 3 ans plus tard, elle était mise en faillite. Le repreneur avait transféré la trésorerie de l'entreprise sur ses comptes à Dubaï ou ses entreprises en Turquie, et revendu frauduleusement les machines, les moules et 85 containers de marchandises.

Depuis, Duralex a trouvé un nouveau… repreneur. Alors, si Durobor est finalement intégrée au groupe Duralex, cela nous fera des tas d'histoires à se raconter entre travailleurs sur la confiance qu'on peut accorder aux patrons…

<u>Audi / VW - Forest</u>

Qui est devenu scandaleusement riche ?

Nos primes ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse, comme si 2 800 euros net, c'était le gros lot.

Que la seule famille Porsche-Piëch ait reçu l'équivalent de cette prime toutes les 90 secondes en dividendes, et cela sans bouger le petit doigt, ne semble pas émouvoir les journalistes. C'est pourtant là le vrai scandale !

Ils n'en n'ont jamais assez

Et de secondes, il est question justement avec la nouvelle répartition de travail. De secondes et de dix postes supprimés au montage par équipe. Courir pour permettre à la direction de se passer de collègues pour s'enrichir encore plus ? Pas question !

A 99 °C, l'eau ne bout pas… encore

Avec la nouvelle répartition du travail, la direction veut arriver à une saturation des postes de 93%. Au début d'Audi, l'objectif était de 86%, demain, ce sera 95%, et par rapport à quel 100% ?

En fait le seuil maxi auquel s'arrêtera la direction, c'est notre explosion de colère… Alors explosons le plus tôt possible…

Le remède contre la tendinite ? Lever le poing.

Bien des collègues se demandent comment tenir le nouveau rythme alors que déjà maintenant, beaucoup d'entre nous font des échauffements avant le travail pour tenter d'échapper à la tendinite. Une hantise d'autant plus douloureuse qu'une tendinite, plus deux rechutes dans l'année, et à la prochaine grippe, c'est le licenciement.

Le seul remède contre la tendinite, c'est de s'organiser pour refuser cette exploitation digne du 19ème siècle. Un travailleur usé, le patron le remplace. Des travailleurs organisés et déterminés à se battre, c'est une force qui peut imposer des conditions de travail qui ne rendent pas malade.

Même salaires pour tous !

La prime des travailleurs d'Autovision, elle, s'élève à 149 euros. Plus qu'une prime, c'est une insulte.

Autovision est une filiale du groupe VW, de même qu'Audi. Nous construisons les mêmes voitures et enrichissons les mêmes actionnaires. Si les salaires et les primes sont plus bas chez Autovision, c'est pour la seule raison d'enrichir encore plus les actionnaires. C'est inacceptable !

Village de riches

Selon le magazine américain Forbes, en 2014 le monde comptait 1 826 milliardaires, soit l'équivalent d'un village qui posséderait plus de richesses que la majorité de la population de la planète. Et c'est pour enrichir et faire grossir ce « village de riches » que des centaines de millions de travailleurs connaîtront le chômage, les baisses de salaires, l'exploitation forcenée de leurs muscles et de leurs cerveaux en 2015.

Leur monde

La petite Belgique compte désormais trois milliardaires dans la liste des 1 826 milliardaires tenue par le magazine américain Forbes :

Albert Frère qui a construit sa fortune avec l'argent public soutiré à l'Etat belge dans les années 80 sous prétexte de sauvetage d'entreprises de la sidérurgie – avec le résultat qu'on connaît ; Patokh Chodiev, ex-agent du KGB d'origine ouzbèke, et aujourd'hui magnat de l'aluminium à la faveur de méthodes mafieuses employées lors des privatisations de l'industrie soviétique ; et Marc Coucke qui vient d'empocher 1,45 milliards de la vente d'Omega Pharma.

Et ce sont ceux-là qui dirigent le monde…



Une augmentation moyenne de 9%

Les salaires sont gelés depuis bientôt 4 ans, pas les dividendes. Ceux-ci ont en effet augmenté de 9% en moyenne pour les 20 grandes entreprises de l'indice boursier BEL20.



Un système fou

La crise de 2008 était partie de la spéculation des banques sur l'endettement des Américains pour s'acheter une maison. Seule l'intervention des Etats, consacrant des milliers de milliards, a sauvé les banques et empêché l'écroulement du système bancaire, au prix d'une austérité générale pour les populations.

Mais depuis, les dettes dans le monde ont augmenté de 40% pour atteindre… 200 000 milliards $! Un océan de dettes que les banquiers veulent convertir en profits… par la spéculation : sur les prêts aux États, aux collectivités locales, aux particuliers sur les maisons bien sûr, mais aussi la vente de voitures et même de voitures d'occasion.

Le capitalisme ne sait plus que préparer des crises toujours plus monstrueuses.



Robinet à capitaux

La Banque centrale européenne (BCE) vient de démarrer son plan qui consiste à racheter aux banques leurs titres de dettes d'État. Les banques privées européennes empocheront ainsi 60 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2016, soit un total coquet de 1 100 milliards d'euros.

Ces banques sont censées utiliser cet argent pour favoriser les investissements. Mais, comme le remarquent des économistes, si elles ne trouvent pas à investir, elles l'utiliseront pour spéculer.

Ces milliards seraient plus utiles s'ils servaient à la population. Mais une fois de plus, ce sont ceux qui font leur beurre dans la spéculation qu'on va gaver.

Les rats quittent le navire

En Russie, Audi annonce pour les mois d'avril à juin un jour de chômage par semaine dans son usine à Kagula, Opel ferme son usine définitivement et quitte le pays, Nissan arrête la production pour tout le mois de mars et renvoie les intérimaires, PSA ferme jusqu'en juillet… Et après on verra.

Au lieu de 3 millions de voitures, les entreprises de l'automobile estiment aujourd'hui que les ventes en Russie ne dépasseront pas les 1,4 millions d'unités en 2015, moins que la moitié.

Cela donne une indication de la gravité de la situation économique dans le pays. Les capitalistes occidentaux se mettent à l'abri, tout en aggravant la crise, et en condamnant encore plus de travailleurs au chômage.

Barbarie aux Etats-Unis

Les autorités de l'Utah étaient inquiètes de la possible pénurie de produits chimiques qu'on injecte aux condamnés à mort pour les exécuter. En effet les entreprises qui les produisent hésitent à en vendre aux exécuteurs, par crainte d'une mauvaise image de marque.

Qu'a fait l'Utah ? Loin de s'orienter vers l'abolition de la peine de mort, il est devenu le premier État américain à rétablir un peloton d'exécution !

La prétendue civilisation de l'Occident se résume à une formule chimique ou au fusil… au lieu du sabre, comme dans d'autres pays.

Ne laissons pas la parole à la résignation, saisissons toutes les occasions pour faire entendre les exigences du monde du travail!

Les futurs prépensionnés doivent-ils chercher du travail de manière « passive » ou « adaptée » ? Pendant que ministres et dirigeants syndicaux amusent la galerie par cette bataille de mots digne d'un spectacle de guignol pour enfants, la lutte de classe menée par le patronat continue sans pitié.

Le gouvernement n'a reculé sur rien, et dans les entreprises, les patrons se sentent les mains libres pour imposer leur volonté à tout va. Et non seulement les futurs prépensionnés seront des chômeurs comme les autres, mais il est clair désormais que la classe capitaliste ne se sent tenue par aucun accord fut-il signé par un patron.

La mesure sur les prépensionnés, une mesure parmi beaucoup d'autres, a frappé les esprits par son absurdité évidente. Non, le gouvernement ne cherche pas à trouver des solutions pour l'emploi, pour le bien de tous, comme le prétendent les menteurs professionnels qui gouvernent dans l'intérêt des capitalistes.

Il n'y a qu'une seule raison à tout cela. C'est que tout ce que les travailleurs perdent, augmente les profits des capitalistes.

En effet, une étude d'Oxfam révèle que le 1% des plus riches du monde possède aujourd'hui 48% des richesses, quasiment autant que les 99% restants de l'humanité. Depuis 2009, cette part des richesses a augmenté de 4%. Pendant cinq ans, les travailleurs, y compris dans les pays riches, ont vu leur niveau de vie reculer. Pourquoi ? Pour exiger des populations le remboursement d'une dette creusée pour sauver la mise aux financiers… Pour augmenter la compétitivité des entreprises… Pour faire face à un déficit de la Sécurité sociale creusé par les entreprises qui payent moins de cotisations…

Des milliards ont ainsi été transférés de nos poches vers les caisses publiques et des caisses publiques vers les caisses privées des banques, de leurs actionnaires et de leurs riches clients. Et cela continue à un rythme de plus en plus effréné.

Loin de nous sauver de la prochaine crise, tout nouveau recul qu'on impose aux travailleurs ne peut qu'engendrer plus de chômage, et de nouveaux effondrements, plus importants encore, car les spéculateurs ont désormais à leur disposition des milliers de milliards d'euros et de dollars supplémentaires.

Ce système, dans lequel le travail des salariés sert à faire grandir les fortunes d'un petit nombre, qui ne savent pourtant plus rien faire avec, à part spéculer, c'est un cancer qu'on ne soignera pas avec des sparadraps. Les prépensions ont permis pendant quelques années de rendre le chômage un peu moins douloureux. Mais même cela, la classe capitaliste veut aujourd'hui en faire l'économie. De la même manière les patrons imposent des plans de licenciements massifs et font la chasse à la moindre seconde de pause et la moindre petite dépense sociale jugées superflues.

Ce système n'est pas humain, il n'est pas viable, il faut le renverser. Il faut arracher l'économie aux capitalistes, pour la soumettre aux intérêts et au contrôle du plus grand nombre. Ce n'est qu'en expropriant les capitalistes que l'exploitation, la misère, les crises et les guerres pour le profit auront une fin.

Nous n'en sommes pas là. Et cela ne sera pas possible sans que les travailleurs se dotent d'un parti révolutionnaire, une organisation militante qui n'a pas peur d'utiliser les rapports de force pour menacer et renverser le pouvoir des capitalistes.

C'est peu dire que les directions syndicales ne sont pas à la hauteur. Attachées par toutes les fibres de leur existence au système capitaliste, elles n'ont pas d'autres perspectives que tenter de sauver à tout prix leur rôle d'intermédiaire et de négociateurs alors que la classe capitaliste est passée à l'attaque aux armes lourdes dans sa guerre contre la classe ouvrière.

Les appels des directions syndicales aux manifestations par province, par secteurs, ne sont pas à la hauteur de la mobilisation nécessaire pour faire reculer le patronat. Mais c'est justement pour cela qu'il ne faut pas qu'on laisse les directions syndicales en faire des manifestations de la résignation. Il faut au contraire s'y inviter pour y faire entendre la voix de la colère.

Il faut qu'on y entende les travailleurs qui ne veulent plus accepter de reculs pour que les milliardaires puissent s'enrichir encore plus ; qui trouveraient normal qu'on prenne sur les profits faramineux pour garantir que chaque travailleur, chaque chômeur, ait un travail et un salaire ; qui pensent que ce n'est pas aux travailleurs de rembourser la dette des banquiers et des riches spéculateurs !

Le Taxshift : faire glisser l'impôt sur le travail vers… les travailleurs

Le taxshift… ou glissement de l'impôt, c'est le terme à la mode couplé à la promesse d'alléger l'impôt qui pèse sur le travail, c'est-à-dire sur les salaires. Voilà pour l'emballage.

Pour ce qui est du contenu, le gouvernement Michel n'a encore rien décidé, mais force est de constater qu'il discute surtout de réductions de cotisations sociales patronales et, pour compenser les pertes de revenus de l'État et de la Sécurité sociale, de nouvelles coupes dans les remboursements de la Sécurité sociale, une augmentation de la TVA, une hausse des taxes sur le carburant et l'alcool, de nouvelles taxes dites écologiques, la réduction des budgets des services publics, etc.

Et ces taxes supplémentaires s'ajouteraient à la pression fiscale des communes, qui augmentent les impôts locaux, via « les centimes additionnels », les taxes sur les poubelles, l'eau, etc.

Alors même si l'impôt sur les personnes baissait un peu, ce qui est loin d'être acquis, le gouvernement prendra de la main droite, ce qu'il aura donné de la main gauche.

Et qu'est-ce qui nous dit qu'une telle baisse du montant des impôts (retenus à la source par les soins des patrons) se traduira réellement par une augmentation du salaire net ? Les réductions des cotisations sociales successives des dernières années, elles aussi, sont toujours allées dans les poches des patrons !

Quant à taxer les riches, la mesure du gouvernement se limite à la « taxe Caïman » avec laquelle il prétend rendre plus cher aux riches de mettre leur argent dans un paradis fiscal. C'est un cache-sexe inopérant : les frais des consultants fiscaux chargés de construire des montages financiers sont plus élevés que cette taxe dont la seule raison d'être est de faire semblant.

Loin « d'alléger la charge de l'impôt sur le travail », le taxshift n'est en réalité qu'un transfert des revenus de la population vers les plus riches. Un de plus.

Seuls les travailleurs mobilisés auront la force de contrôler les riches !

Le département consacré à la fraude fiscale est un des départements les plus touchés par les réductions d'effectifs des fonctionnaires. En 5 ans, il a perdu 15% de son personnel. L'Union nationale des services publics déclare qu'ainsi en 3 ans, le nombre de contrôles fiscaux approfondis a chuté de 90%. Et cela alors que dans le même temps le nombre d'inspecteurs affectés à la fraude sociale a quant à lui augmenté.

Entre pourchasser les chômeurs ou les allocataires sociaux contraint de travailler au noir pour subvenir à leurs besoins ou contrôler les riches qui planquent leur argent au Luxembourg et en Suisse, l'État a choisi.

Seuls les travailleurs mobilisés pourront rendre public les comptes de leurs patrons et lever les secrets bancaires, commerciaux… derrière lesquels les patrons cachent leurs richesses !

Marcourt au service des patrons…

Le ministre wallon de l'économie, Jean-Claude Marcourt a déclaré dans une interview au journal l'Echo « Nous n'avons jamais refusé une aide à une entreprise pour des questions budgétaires » et « le politique est là pour répondre aux besoins des entreprises ».

Et en effet, les aides wallonnes aux entreprises représentent un budget annuel de 190 millions d'euros. Tandis que les coupes budgétaires sont pour les emplois publics et les services à la population !

…et « socialiste »

Dans la même interview, Marcourt dit qu'il se sent « profondément socialiste car les socialistes sont ceux qui ont deux grandes valeurs : l'égalité et la solidarité ».

Mais quand les socialistes du 19ème siècle parlaient de solidarité, ils parlaient de solidarité ouvrière pour faire payer les patrons et pas de solidarité avec les patrons pour faire payer les ouvriers !

SOGEPA: Du rififi dans un panier de crabes

La Société wallonne de gestion et de participations (SoGePa) est un fond d'investissement public créé en 1984 par la région wallonne pour « réaliser des investissements qui favorisent la création, l'extension ou la reconversion d'entreprises ».
Comme toutes les aides publiques à l'emploi, elle a surtout servi à enrichir les actionnaires, de la sidérurgie notamment.

Récemment, un conflit de pouvoir qui a fini devant les tribunaux, a levé un coin du voile sur le fonctionnement de cette institution :

L'ex-président de la SOGEPA Libert Froidmont réclame 5 millions d'euros de dommages et intérêts pour son licenciement en 2013. Celle-ci réplique en l'accusant de conflit d'intérêts : il était en même temps administrateur d'une filiale de Duferco… Alors que Duferco recevait 517 millions de la part de la SOGEPA !

La presse révèle par la même occasion que le vice-président actuel Olivier Gutt (ex-chef de cabinet de Serge Kubla) aurait aussi touché quelques 75 000 euros de jetons de présence de la part de Duferco en tant qu'administrateur.

Pour faire valoir leurs intérêts, les actionnaires achètent, légalement ou illégalement, non seulement des ministres mais aussi des administrateurs pour que l'argent de la collectivité atterrisse dans leurs poches.